

NPS - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ESPACES DE PROTECTION ET DE MISE EN VALEUR DES ESPACES PAYSAGERS ET ENVIRONNEMENTAUX

Le sous-secteur **NPS1** caractérise l'espace dédié au réaménagement du chalet du Col du Coq en abri ouvert et de la matérialisation d'une aire de bivouac¹ pour les randonneurs en itinérance dans son environnement immédiat au lieu-dit « Océpé » sur la commune de Saint-Pierre-de-Chartreuse.

NPS-1 ELEMENTS A INTEGRER DANS LA DEFINITION DES USAGES DES SOLS

Risques : Dès lors qu'une parcelle est identifiée dans la carte de zonage réglementaire du risque comme concerné par un risque naturel, il est nécessaire de se conformer aux prescriptions décrites dans le chapitre risque du présent règlement.

Captage : A l'intérieur des périmètres des arrêtés préfectoraux de protection des captages identifiés sur la carte des servitudes d'utilité publique annexée au présent document, les occupations et utilisations du sol autorisées sont strictement celles prévues par l'arrêté de protection du captage, annexé au présent règlement.

Certains secteurs de captage en cours de protection, sont identifiés afin de préserver l'hygiène, par un tramage au titre de l'article R151-34 du Code de l'Urbanisme. Ces secteurs sont concernés par les prescriptions décrites dans l'article NPS-6.

NPS-2 DESTINATIONS, USAGES ET NATURES DE L'OCCUPATION

NPS-2.2 DESTINATION ET SOUS DESTINATIONS

Destination	Sous destination	Interdit	Autorisé	Autorisé sous conditions particulières	
Habitation	Logement			X	Les travaux de réfection, ravalement et mise aux normes des constructions d'habitation existantes sont autorisés.
	Hébergement			X	
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail	X			
	Restauration	X			
	Commerce de gros	X			
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	X			
	Hébergement hôtelier et touristique	X			
	Cinéma	X			
Équipements d'intérêt collectif	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations	X			

¹ Aire de bivouac soumise à la réglementation appliquée sur la Réserve Nationale des Hauts Plateaux de Chartreuse et fixée par décret de création et au code de l'environnement.

	publiques ou de leurs délégataires				
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires			X	Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif sont autorisés dans la mesure où l'implantation dans la zone est justifiée par des impératifs techniques de fonctionnement du service et qu'ils font l'objet d'une bonne intégration dans le site.
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	X			
	Salles d'art et de spectacles	X			
	Équipements sportifs	X			
	Autres équipements recevant du public			X	Les constructions ayant pour objet l'observation des milieux naturels sont autorisées dans la limite d'une emprise au sol maximale de 20m², dès lors qu'ils font l'objet de mesures adaptées d'intégration dans le site. NPS1 : • Sont autorisés les aménagements et constructions à vocation d'abri dans la mesure où ils sont limités à 2 000 m² d'emprise au sol.
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole			X	Les ouvrages techniques nécessaires aux exploitations agricoles présentes sur la zone, dans la mesure où l'implantation dans la zone est justifiée par des impératifs techniques de fonctionnement de l'exploitation et qu'ils font l'objet d'une bonne intégration dans le site.
	Exploitation forestière	X			
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	X			
	Entrepôt	X			
	Bureau	X			
	Centre de congrès et d'exposition	X			

NPS-2.2 LES AUTRES USAGES ET OCCUPATIONS

	Interdit	Autorisé	Autorisé sous conditions	
Les dépôts de matériaux, les affouillements et exhaussements non liés à l'assise des constructions et aménagements autorisées, les déblais, remblais, dépôts de toute nature			X	Seuls sont autorisés, les travaux, installations et aménagements visant la mise en valeur des milieux naturels.
Les garages collectifs de caravanes en gardiennage ou en hivernage	X			
Les terrains de camping, les habitations légères de loisirs, les résidences mobiles de loisirs, les parcs résidentiels de loisirs, les résidences démontables	X			
Les résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.	X			

NPS-3 PRISE EN COMPTE DU CADRE ENVIRONNEMENTAL AU TITRE DU L151-23 DU CODE DE L'URBANISME

TRAME BLEUE

Les zones humides

Les zones humides sont repérées sur les plans de zonage au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme, sur la base du recensement des zones humides de l'inventaire départemental 38 et 73 mis à jour en 2019.

Dans ces zones, les constructions nouvelles, affouillements et exhaussements du sol sont interdits.

Seuls sont autorisés les constructions, installations et équipements concourant à l'intérêt général ainsi que les extensions limitées et annexes des bâtiments d'exploitation agricole existants, dans la limite de 30 % d'extension de l'emprise au sol de l'existant.

Pour tout autre projet, une étude peut être réalisée par le pétitionnaire pour démontrer l'absence de zone humide et en transmettre les conclusions à la Direction Départementale des Territoires, qui évaluera sa pertinence afin de lever le principe d'interdiction de construction affouillement et exhaussement.

Protection des abords de cours d'eau

Les constructions et aménagements conduisant à une artificialisation du sol doivent observer un recul minimal par rapport aux cours d'eau et espaces en eau qui est identifié sur le document graphique.

Toutefois, cette règle ne s'applique pas pour :

- Les digues, les quais et aux berges maçonnées, ainsi que pour les constructions nouvelles séparées du cours d'eau ou de l'espace en eau par une route ou un espace déjà imperméabilisé
- Les constructions et aménagements nécessitant la proximité de l'eau
- Les installations et équipements publics ou d'intérêt collectif

Dans les espaces alluviaux de bon fonctionnement, seuls sont autorisés les travaux et aménagement d'intérêt général. Ces aménagements et modification des sols seront soumis à déclaration préalable et pourront être refusés s'ils sont de nature à mettre en péril l'élément concerné.

Ripisylve

Les travaux de gestion et d'entretien de la ripisylve sont autorisés dans la mesure où ils sont d'intérêt général et concourent à la protection contre les risques naturels.

Les travaux de coupe et de taille liés et nécessaires à la prévention des risques d'inondation et à l'entretien de servitude de passage de canalisations de transport de gaz sont également autorisés.

Plans d'eau naturels ou artificiels inférieurs à 1000 hectares

Les parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels d'une superficie comprise entre 1 et 1000 hectares, sont inconstructibles dans une bande de 300m à compter de la rive. Cette inconstructibilité concerne les constructions, installations et routes nouvelles ainsi que les extractions et affouillements.

En revanche, les plans d'eaux naturels ou artificiels de faible importance, d'une superficie inférieure à 1 hectare, ne sont pas soumis à ce principe, en application du 2° de l'article L122-12 du Code de l'urbanisme. Ainsi, peuvent ainsi se réaliser dans la bande de 300 m, des constructions, installations de routes nouvelles ainsi que des extractions et affouillements.

TRAME VERTE

Corridors

Deux niveaux de corridors sont identifiés aux plans de zonage. Les corridors dits stricts et les corridors dits souples.

En corridor strict le principe est l'inconstructibilité totale.

En corridor souple l'évolution des constructions existantes est permise si elle est conforme à la destination de la zone. Il en est de même pour les extensions et constructions d'annexes dans la mesure où elles ne portent pas atteinte au fonctionnement global de la zone. Les installations et équipements public ou d'intérêt collectif sont également autorisés sous réserve de démontrer leur intérêt général.

ZNIEFF

Les ZNIEFF de type 1 sont repérées aux plans de zonage :

- Dans ces zones sont interdits :
 - les nouvelles constructions et annexes aux bâtiments agricoles et aux bâtiments d'habitation
 - les aménagements, constructions ou annexes aux bâtiments économiques
- Sont autorisés sous réserve de ne pas porter atteinte à la fonctionnalité environnementale globale de la ZNIEFF et de ne pas entraver la libre circulation des espèces :
 - Les extensions limitées des bâtiments agricoles existants, sous réserve de respecter les principes énoncés dans les tableaux de destinations, sous destinations et d'usage et d'occupation des sols de la zone concernée
 - Les extensions limitées des bâtiments d'habitation existants, sous réserve de respecter les principes énoncés dans les tableaux de destinations, sous destinations et d'usage et d'occupation des sols de la zone concernée
 - Les exhaussements et affouillements
 - Les constructions de locaux techniques et les équipements d'intérêt public et collectif

Ces aménagements et modification des sols seront soumis à déclaration préalable et pourront être refusés s'ils sont de nature à mettre en péril la protection de la zone concernée.

Espaces Boisés Classés (EBC) :

Le règlement graphique identifie les espaces boisés à conserver ou à protéger. Ces secteurs sont soumis au régime des Espaces Boisés Classés de l'article L.113-2 du Code de l'urbanisme.

A l'intérieur de ces périmètres sont admis :

- les coupes et abattages d'arbres ayant fait l'objet d'une déclaration préalable en vertu de l'article L421-4 du code de l'urbanisme (sauf dans les cas exemptés de déclaration préalable : arbres morts, cassés ou renversés par le vent et les arbres dangereux, ou arbres coupés ou abattus dans le cadre d'un plan de gestion durable de la forêt validé par les services de l'Etat) ;
- et dans la mesure où ils ne compromettent pas la préservation des boisements existants et qu'ils n'ont pas pour effet de changer l'affectation ou les modes d'occupation des sols.

Espaces Naturels Sensibles :

Le règlement graphique identifie des espaces Naturels Sensibles au titre de l'article L113-8 du Code de l'urbanisme Au sein desquels les aménagements en lien avec la vocation de la zone sont autorisés, dès lors qu'ils contribuent à valoriser ces sites naturels.

LES ROUTES DE CARACTERE

Le règlement graphique identifie des routes de caractère au titre de l'article L 151-23 du Code de l'Urbanisme, le long desquelles, l'aménagement d'aires de stationnements est autorisé pour valoriser des points de vue remarquables.

NPS-4 RISQUES NATURELS

cf. chapitre risques

NPS-5 STATIONNEMENTS

Le stationnement des véhicules automobiles ou des deux roues correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective.

Le projet devra justifier de la suffisance de ces stationnements pour répondre aux besoins des employés, de la clientèle, des engins et des livraisons.

Les aires de stationnement doivent être végétalisées et drainantes.

Les aires de stationnement doivent être conçues, tant dans la distribution et la dimension des emplacements que dans l'organisation des aires de dégagement et de circulation pour garantir leur fonctionnement et leur accessibilité : une place de stationnement VL devra mesurer 2,50 x 5,00m d'emprise au sol hors accès.

En cas d'extension, de changement de destination ou de réaménagement des constructions existantes, ne sont pris en compte que les surfaces nouvellement créées et/ou créant de nouvelles unités de logement ou d'activités.

La règle applicable aux constructions et établissements non prévus ci-dessus est celle prévue pour les cas auxquels ils sont le plus directement assimilables.

NPS-6 EQUIPEMENTS ET RESEAUX

NPS-6.1 DESSERTE PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES OUVERTES A LA CIRCULATION PUBLIQUE

Le projet sera refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à sa destination, ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Cette sécurité doit être appréciée compte-tenu notamment de la position des accès, de leur configuration, ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Les voies publiques ou privées destinées à accéder aux constructions doivent avoir des caractéristiques techniques adaptées aux usages qu'elles supportent, aux opérations qu'elles doivent desservir et notamment à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie, comme aux véhicules de service.

CHEMINS ET SENTIERS

Les chemins ruraux, sentiers piétonniers, voies vertes et itinéraires d'activités hivernales identifiés au plan de zonage au titre du L 151-38 du Code de l'urbanisme doivent être maintenus.

En cas de création de nouveaux sentiers piétonniers, ils auront une largeur minimale de 1,50 m.
Le caractère enherbé des chemins existants devra être préservé sauf impossibilité technique.

NPS-6.2 DESSERTE PAR RESEAUX

DISPOSITIONS GENERALES

Toutes les constructions qui le nécessitent doivent être, dans des conditions conformes aux règles en vigueur :

- Raccordés au réseau public d'eau potable ou disposer d'une solution d'alimentation en eau de qualité de potable suffisante au regard du projet (cf ci-dessous)
- Disposer d'une solution d'assainissement des eaux domestiques usées autonome conforme ou d'un raccordement au réseau collectif des eaux usées (cf ci- dessous)
- Disposer d'une solution permettant l'épuration et le rejet des eaux résiduaires industrielles ou agricole (cf ci-dessous)
- Disposer d'une solution permettant la collecte ou l'infiltration des eaux pluviales et de ruissellement, (cf ci-dessous).

Un refus pourra être opposé, lorsque, compte tenu de la destination de la construction ou de l'aménagement projeté ou de leur ampleur, des travaux portant sur l'extension ou le renforcement des réseaux publics de distribution d'eau, d'assainissement ou de distribution d'électricité sont nécessaires pour assurer la desserte du projet et qu'il n'est pas possible à la collectivité ou à l'autorité compétente d'indiquer sous quel délai et par quelle collectivité les travaux permettant la desserte du projet, seront réalisés.

ALIMENTATION EN EAU POTABLE :

Toute construction ou utilisation du sol située dans le zonage d'eau potable figurant en annexe du Présent PLUI, et qui requiert une alimentation en eau potable doit être raccordée au réseau public d'eau potable conformément aux prescriptions du gestionnaire. En cas de branchement sur le réseau d'eau public, les compteurs doivent être installés dans un regard en limite de propriété, ou aussi près que possible des limites du domaine public, de manière à être accessible facilement et en tout temps aux agents du service des eaux.

En dehors de ces secteurs, en l'absence de réseau public de distribution d'eau potable, lorsque la grande superficie des parcelles ou la faible densité de construction ainsi que la facilité d'alimentation individuelle font apparaître celle-ci comme plus économique des dérogations sont possible au libre choix de la personne compétente en matière d'eau potable, à condition que la potabilité de l'eau et sa protection contre tout risque de pollution même accidentelle puissent être considérés comme assurés.

Dans ces cas, le pétitionnaire devra apporter à la collectivité compétente, la preuve de la qualité potable du point d'eau ainsi que de l'adéquation de cette ressource en quantité avec les besoins du projet (débit à l'étiage), et préciser les dispositions prises pour préserver cette ressource de toute pollution, même accidentelle.

Si des appareils de lutte contre l'incendie sont à implanter, leur emplacement doit être déterminé en accord avec les services compétents, et ils doivent être conformes aux normes en vigueur.

ASSAINISSEMENT

Dispositions générales

L'évacuation des eaux usées non traitées est interdite dans les cours d'eau, zones humides, les fossés ou réseaux d'eau pluviales

Quelle que soit la solution d'assainissement retenue, **les eaux provenant des siphons de sol de garage ou de buanderie doivent être dirigées vers le système de traitement des eaux usées domestiques.**

En revanche, les **eaux de vidange des piscines ne doivent pas être dirigées vers le système de traitement des eaux usées domestiques**: elles doivent, une fois les traitements arrêtés (chlore, sel...), faire l'objet d'un rejet soit vers un puits d'infiltration si le terrain le permet, soit, si le projet est situé dans un secteur où l'infiltration est impossible, identifié au zonage d'eau pluviale annexé au présent PLUI, vers le réseau de collecte public des eaux pluviales existants ou vers un cours d'eau pérenne, en respectant les dispositions décrites dans le paragraphe relatif à la gestion des eaux pluviales du présent chapitre.

Assainissement des eaux usées domestiques :

- **Projets situés dans les zones d'assainissement collectif des eaux usées identifiées au plan de zonage assainissement annexé au présent PLUI :**

Toutes les constructions, installations nouvelles ou aménagements par changement de destination situés dans un secteur de zone d'assainissement collectif, doivent être équipées d'un réseau séparatif eaux usées — eaux pluviales et raccordées aux réseaux publics.

Des dérogations à l'obligation de raccordement au réseau collectif d'assainissement peuvent être accordées, lorsque, en raison de la grande superficie des parcelles ou de la faible densité de construction ainsi que la nature géologique ou du régime hydraulique des eaux superficielles et souterraines, l'assainissement individuel ne peut présenter aucun inconvénient d'ordre hygiénique.

- **Projets situés dans des zones d'assainissement autonome identifiées au plan de zonage assainissement annexé au présent PLUI :**

Le traitement des eaux usées des immeubles non raccordés à un réseau public de collecte est obligatoire. L'utilisation d'un dispositif de prétraitement (fosse toutes eaux ou fosses septique) n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées. En effet, une filière d'ANC est considérée comme complète lorsqu'elle est composée d'un prétraitement et d'un traitement et/ou ayant bénéficié d'un agrément conforme à la législation en vigueur. Le rejet direct des eaux, dans le milieu naturel, en sortie de fosse toutes eaux ou de fosse septique est interdit.

Tout propriétaire immobilier est tenu d'équiper son immeuble d'une installation d'assainissement non collectif ou de modifier ou de réhabiliter une installation existante. Il est responsable de la conception de cette installation. La conception et l'implantation de toute installation doivent être conformes aux prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif telles qu'énoncées dans le règlement du Service Public d'Assainissement Non Collectif.

Une attestation de conformité est alors délivrée par le SPANC au regard d'une étude de faisabilité technique réalisée par un bureau d'étude agréée, conformément au règlement du SPANC. Cette attestation délivrée par le SPANC devra être fournie par le pétitionnaire au moment du dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme.

Assainissement des eaux résiduaires agricoles ou industrielles, ou effluents autres que domestiques

Les immeubles et installations générant des effluents autres que domestiques, doivent être dotés d'un dispositif de traitement adapté à l'importance et à la nature de l'activité et assurant une protection satisfaisante du milieu naturel.

EAUX PLUVIALES :**Dispositions générales**

En aucun cas les eaux pluviales ne seront rejetées vers les systèmes d'assainissement des eaux usées, qu'ils soient collectifs ou individuels.

Toutes les dispositions doivent être envisagées pour limiter l'imperméabilisation des sols, par exemple en limitant les emprises des enrobés, en favorisant l'utilisation de matériaux poreux, en installant des systèmes de récupération des eaux de pluies... La gestion des eaux pluviales imposée sur la Communauté de communes Cœur de Chartreuse a deux objectifs : déconnecter les petites pluies du réseau de collecte, et gérer les fortes pluies à la parcelle autant que possible.

Pour la conception du projet la définition suivante des Surfaces imperméabilisées est à prendre en compte :

Les surfaces imperméabilisées sont la somme des surfaces bâties et des Surfaces de voirie et parking corrigées d'un coefficient d'imperméabilisation (100 % pour une surface en enrobé, 50 % pour une surface en stabilisé ou du même type).

Exemple : pour un projet comprenant une maison de 100 m² au sol+ voie d'accès enrobé de 125 m² et parking stabilisé de 25 m², la surface imperméabilisée est de : $100+125+25*0,5 = 237,5$

Il existe deux types de zones pour la gestion des eaux pluviales : les secteurs où l'infiltration à la parcelle est possible et les secteurs où l'infiltration est impossible, du fait de la présence de risques.

Pour connaître les prescriptions par zone, il convient de se référer au zonage secteurs concernés par des conditions particulière d'ouverture à l'urbanisation, constituant la règle graphique.

1/Projets situés dans le zonage des eaux pluviales annexé au présent PLUI, dans des secteurs où l'infiltration est possible : Pour toutes constructions, installations nouvelles ou aménagements par changement de destination situés dans ces secteurs sont possibles, l'infiltration des eaux pluviales se fera sur le tènement d'assiette du projet. Il reviendra au pétitionnaire de démontrer la pertinence du dimensionnement du système d'infiltration, au regard des surfaces imperméabilisées calculées selon la formule ci-dessus. Ce système ne devra collecter que les eaux de pluies, et en aucun cas les eaux usées.

- **Règle générale :** Gestion à l'unité foncière avec infiltration de toutes les pluies (courantes et fortes) lorsque cela est envisageable, ce qui suppose une étude préalable de la perméabilité du sol, tout en envisageant dès que possible une récupération des eaux de pluie pour les besoins estivaux (arrosage...). Les systèmes de gestion se composeront d'un dispositif de stockage et d'un ouvrage permettant l'infiltration (un puits perdu mutualise les deux fonctions).
 - Le volume de stockage avant infiltration pour les fortes pluies est de 38.5 L / m² imperméabilisé (pluie trentennale).
- **Règle alternative,** pour les unités foncières avec sols peu perméables. Les eaux pluviales doivent être gérées par infiltration des pluies courantes et restitution à débit régulé jusqu'à la pluie de référence. La solution technique repose sur un stockage /restitution à débit régulé. Le milieu de rejet préférentiel est le milieu naturel (cours d'eau, fossé) et à défaut le réseau de collecte communal. Dans ce cas les systèmes de gestion se composeront d'un volume de stockage et d'un équipement permettant la régulation du débit rejeté. Dans ce cas le volume de stockage avant infiltration sera de 31 L / m² imperméabilisé pour un projet individuel ou volume calculé sur la base de la méthode des pluies pour les projets collectifs. Le débit régulé de rejet sera de 3 L / s pour les projets individuels et inférieur ou égal au débit avant aménagement pour une pluie décennale pour les projets collectifs

2/ Projets situés dans le zonage des eaux pluviales annexé au présent PLUI, dans des secteurs où l'infiltration est impossible, du fait de la présence de risques naturels ou de la nature du sol :

Dans ces secteurs tout projet de construction, installation nouvelle, ou aménagement par changement de destination devra se brancher au réseau de collecte public des eaux pluviales existant ou réaliser un rejet dans des cours d'eau pérennes (en eau toute l'année) en respectant les dispositions suivantes : un ouvrage de stockage de l'eau devra être réalisé sur le tènement du projet et dimensionné, en vue de garantir un débit de fuite maximum dans le cours d'eau défini comme ci-contre selon les secteurs :

NOM COMMUNE	DEBIT DE FUITE RETENU (L/S/HA)
CORBEL	15
ENTRE-DEUX-GUIERS	10
ENTREMONT-LE-VIEUX	15
LA BAUCHE	20
LES ECHELLES	10
MIRIBEL-LES-ECHELLES	15
SAINT-CHRISTOPHE	20
SAINT-CHRISTOPHE-SUR-GUIERS	10
SAINT-JEAN-DE-COUZ	15
SAINT-JOSEPH-DE-RIVIERE	15
SAINT-LAURENT-DU-PONT	10
SAINT-PIERRE-DE-CHARTREUSE	20
SAINT-PIERRE-DE-GENEBROZ	20
SAINT-PIERRE-D'ENTREMONT 38	15
SAINT-PIERRE-D'ENTREMONT 73	15
SAINT-THIBAUD-DE-COUZ	20
SAINT-FRANC	20

ELECTRICITE, TELEPHONE ET RESEAUX NUMERIQUES :

Sur fonds privés les réseaux d'électricité, de téléphone et réseaux numériques doivent être enterrés. Afin de faciliter le déploiement des réseaux numériques, des fourreaux permettant le passage de la fibre optique sont exigés.

DECHETS MENAGERS

En accord avec le service gestionnaire, toute opération d'aménagement ou tout permis peut se voir imposer un emplacement adapté (emprise et localisation) pour recevoir les installations nécessaires à la collecte et au tri sélectif des déchets ménagers. Cet emplacement devra se situer en bordure du domaine public.

NPS-7-SECTEURS CONCERNÉS PAR DES CONDITIONS SPECIALES D'OUVERTURE A L'URBANISATION, AFIN DE PRENDRE EN COMPTE L'HYGIENE, LA SECURITE PUBLIQUE OU LE FONCTIONNEMENT DES RESEAUX (ARTICLE R151-34 DU CODE DE L'URBANISME)

NPS-7.1 PERIMETRES DE PROTECTION DES CAPTAGES NON PROTEGES PAR UNE DUP IDENTIFIES AU PLAN DE ZONAGE AU TITRE DE L'ARTICLE R151-34 DU CODE DE L'URBANISME

A l'intérieur des périmètres de protection des captages non protégés par une DUP, identifiés au plan de « **Zonage des secteurs concernés par des contraintes particulières ou des conditions particulières d'ouverture à l'urbanisation au titre de l'article R151-34 du Code de l'Urbanisme** » et listés ci-dessous, la délivrance des autorisations du droit des sols est conditionnée par la prise en compte des dispositions spéciales décrites ci-après :

COMMUNE	NOM DU CAPTAGE
CORBEL	LES FOLINS
MIRIBEL LES ECHELLES	PIERRE CHAVE
MIRIBEL LES ECHELLES	LE MAS
ST CHRISTOPHE LA GROTTÉ	LA COTE DE LA VIGNE
ST CHRISTOPHE SUR GUIERS	PAS DINAY
ST JEAN DE COUZ	COTE BARRIER
ST LAURENT DU PONT	FOURVOIRIE
ST LAURENT DU PONT	CURRIERE

Conditions spéciales d'ouverture à l'urbanisation

1. **A l'intérieur du périmètre de protection immédiat**, sont strictement interdits toutes les constructions, bâtiments, aménagements, installations, dépôts et travaux, à l'exception de ceux liés aux activités d'exploitation et de contrôle de point d'eau.
2. **A l'intérieur du périmètre de protection rapproché**,
 - **Sont interdits :**
 - Toute nouvelle construction, superficielle ou souterraine, ainsi que l'extension et le changement de destination des bâtiments existants, à l'exception de ceux listés ci-dessous
 - Tous travaux et aménagements, à l'exception de ceux listés ci-dessous
 - **Sont autorisés**, sous réserve que le maître d'ouvrage prenne des dispositions appropriées aux risques, y compris ceux créés par les travaux :
 - Les constructions, installations, excavations toute profondeur, les terrassements toute superficie, aménagements de tous types nécessaires à l'exploitation du réseau d'eau potable
 - Les excavations du sol de plus moins 2 mètres de profondeur
 - Les terrassements de moins de 200 m²
 - La construction à l'identique en cas de sinistre sans changement de destination
 - Les équipements et travaux liés au transport d'énergie électrique et aux télécommunications.

Les constructions existantes devront être mises en conformité en ce qui concerne l'assainissement.

- **Les activités agricoles sont réglementées :**
 - Plan d'épandage collectif demandé
 - La fertilisation par épandage de matière organique n'est tolérée que pour les fumiers maturés et composites. Epandage interdit entre 15 octobre et le 15 février. Sera réalisé uniquement en période sèche et chaude sur une végétation rase permettant de bénéficier de l'effet hygiénisant des ultraviolets solaires. Il sera uniforme et fin, limitera les amas et sera inférieur à 15 tonnes ou 18 m3 à l'hectare.
 - La fertilisation minérale sera autorisée et adaptée aux besoins de la végétation locale. Les conditions d'épandage et les doses seront définies dans le plan d'épandage collectif demandé.
 - La pâture est interdite en période froide et humide. Elle est tolérée pendant les autres périodes, dans la mesure où le troupeau ne stationne sur les parcelles que le temps nécessaire à l'exploitation raisonnée de l'herbe. L'abreuvement se fait en dehors des limites définies, le nombre de bêtes mis en champs est compatible avec une exploitation raisonnée de l'herbe ;
 - L'épandage et le dépôt de toute autre substance sont interdits
- **Les activités forestières sont réglementées :**
 - La circulation sur les pistes d'exploitation forestière est strictement limitée aux engins de travail d'exploitation.
 - La durée de stockage des bois en bord de rite en attente de chargement pour évacuation sera réduite au minimum
 - La suppression de l'état boisé (défrichage, dessouchage), les coupes à blanc de plus de 50 ares d'un seul tenant et de plus de 50 mètres d'emprise de haut en bas est interdite. Les zones boisées ne pourront être remises en prairie

3. A l'intérieur du périmètre éloigné de protection du captage

- Les nouvelles constructions et changements de destination ne pourront être autorisées que si les eaux usées sont évacuées soit par le réseau d'assainissement collectif étanche, soit à défaut à l'aide d'un assainissement non collectif conforme à la réglementation en vigueur, après étude géologique démontrant l'absence de risque de contamination des eaux souterraines.
- La création de bâtiments liés à une activité agricole ne devra induire ni rejet, ni infiltration d'eaux souillées. Une étude préalable de l'impact sur le point d'eau, devra déterminer les aménagements nécessaires au respect de cette prescription.
- Les canalisations d'eau usées et de tout produit susceptible d'altérer la qualité de l'eau devront être étanches.
- Les stockages de produit, y compris les stockages temporaires devront être aménagés de façon à ne pas engendrer de risque d'altération de la qualité des eaux. Les stockages de fuel à usage familial devront être conforme à la réglementation en vigueur et les stockages de fumier au champ ne devront pas générer de pollution des eaux par lessivage. Les stockages existants seront mis en conformité. Les projets d'activités soumises à ICPE ne seront autorisés qu'après études démontrant l'absence de risque vis-à-vis de la ressource. Les créations et les extensions de carrières sont interdites. Les prélèvements d'eau par pompage seront aménagés de façon à éviter tout risque de contamination des eaux souterraines.
- L'épandage de fertilisant organiques est autorisé à l'exclusion des boues de station d'épuration, sous réserve de ne pas excéder une dose annuelle de 170 kg d'azote organique à l'hectare épandu

- Les zones de concentration du bétail devront être aménagées afin d'éviter le lessivage des déjections (aménagement des abreuvoirs, éloignement des zones de couche du milieu hydraulique superficiel).

NPS 7.2 SECTEUR CONCERNE PAR DES CONDITIONS SPECIALES D'OUVERTURE A L'URBANISATION, AFIN DE PRENDRE EN COMPTE LA SECURITE PUBLIQUE [ARTICLE R151-34 DU CODE DE L'URBANISME]

Prise en compte des risques technologiques

Dans les secteurs repérés au plan de « **Zonage des secteurs concernés par des contraintes particulières ou des conditions particulières d'ouverture à l'urbanisation au titre de l'article R151-34 du Code de l'Urbanisme** » et listés ci-dessous, traversés par une canalisation de transport de gaz, la délivrance des autorisations du droit des sols est conditionnée aux conditions spéciales suivantes :

COMMUNE	Secteurs- Voir document graphique – R 151-34	Condition spéciale d'ouverture à l'urbanisation
ENTRE DEUX GUIERS	Emprise SUP 1	L'autorisation d'un Permis de construire relatif à un ERP susceptible de recevoir plus de 100 personnes et / ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité à joindre à la demande de PC. Il convient de se reporter aux arrêtés de servitudes figurant en annexe du présent règlement afin de prendre en compte l'ensemble des prescriptions associées à cette servitude d'utilité publique.
MIRIBEL LES ECHELLES		
SAINT LAURENT DU PONT		
SAINT CHRISTOPHE LA GROTTE		
SAINT CHRISTOPHE SUR GUIERS		
SAINT JOSEPH DE RIVIERE		
SAINT JEAN DE COUZ	Emprise SUP 2	Il convient de se reporter aux arrêtés de servitudes figurant en annexe du présent règlement afin de prendre en compte l'ensemble des prescriptions associées à cette servitude d'utilité publique.
SAINT THIBAUD DE COUZ		